



UN-REDD
PROGRAMME



Rapport de restitution semestrielle des Programmes nationaux

République du Congo

PROGRAMME ONU-REDD

Novembre 2013

1. État du Programme national

1.1 Identification du Programme national

Pays : République du Congo
Intitulé du Programme : Programme d'appui au processus REDD+ en République du Congo

Date de signature¹ : 26/10/2012
Date du premier transfert de fonds² : 23/11/2012
Date de fin du Programme selon le document du Programme national : Octobre 2015
Demande de prolongement sans frais additionnel³ : -

Partenaires d'exécution⁴ :

Coordination nationale REDD (CN-REDD)
Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable (MEFDD)

¹ Dernière signature dans le document du Programme national

² Tel qu'indiqué dans la Gateway du Bureau FASM <http://mptf.undp.org>

³ Dans l'affirmative, veuillez préciser une nouvelle date de fin

⁴ À savoir les organisations qui travaillent en sous-traitance aux services de l'Unité de gestion de projets ou les organisations officiellement identifiées dans le document du Programme national comme étant responsables de la mise en œuvre d'un aspect particulier du projet. Les organismes participants des Nations Unies n'en font pas partie, à moins d'application de la Modalité d'exécution directe (DIM - Direct Implementation Modality).

1.2 Cadre de suivi

N/A: N'applique pas

Résultat 1 : Le processus REDD+ national est bien géré et pleinement participatif	
Résultats escomptés (Produit 1.1) : Les organes centraux de la REDD+ sont en place (CN-REDD, CONA-REDD+, et structures de participation de la société civile, du secteur privé et des peuples autochtones), opérationnels et capables de répondre à leurs cahiers des charges respectifs.	
Indicateurs :	- Fréquence des réunions des organes de gestion et de consultation sur la REDD+
Scénario de référence : Il s'agit d'une mesure de l'indicateur prise tout au début du Programme national	<u>Scénario de référence pour tous les indicateurs :</u> - Les organes de gestion et de consultation se réunissent sporadiquement et la CONA-REDD+ n'est pas encore établie.
Avancée par rapport à l'objectif retenu: - Les cahiers des charges particuliers des organes de la REDD+ et les rapports des ateliers de consultation et dialogue politique autour de la REDD+. - Le processus de l'élaboration des textes juridiques sur les arrangements institutionnels de la REDD+ en République du Congo a démarré avec : (i) la révision des lois sur la forêt et sur l'environnement pour y intégrer les principes de la REDD+ et (ii) la publication du décret sur les organes de gestion de la REDD+ en République du Congo. La Coordination Nationale REDD+ qui fait partie intégrante de ces organes est déjà opérationnel ; - La société civile est structurée en une importante plate-forme de concertation sur la REDD+ avec une bonne implication des femmes, des jeunes, des populations locales et autochtones.	
Objectif annuel retenu	- Equipe nationale REDD+ pleinement recruté et sur place - Décret sur les organes de gestion de la REDD+ publié - CACO-REDD+ accompagne de processus REDD+ de forme continue
Résultats escomptés (Produit 1.2) : Des structures de décentralisation de la REDD+ sont opérationnelles.	
Indicateurs :	- Etablissement des structures REDD+ décentralisées
Scénario de référence :	- Les structures REDD+ décentralisées sont inexistantes.
Avancées par rapport à l'objectif retenu: Les Termes de Référence des chargés et officiers des unités REDD+ décentralisés sont prêts et les processus de recrutements sont entamés.	
Objectif annuel retenu	- Recrutements des chargés et officiers des unités REDD+ décentralisés complétés, avec formation initiale réalisé.
Résultats escomptés (Produit 1.3) : Un système d'Information, Education et Communication (IEC) est fonctionnel et avec une ample portée	
Indicateurs :	- Portée des efforts de communication REDD+.
Scénario de référence :	- Les efforts de communication sont irréguliers et limités.
Avancées par rapport à l'objectif retenu: Plan de communication en cours de conception.	
Objectif annuel retenu	- Ebauche du plan de communication disponible

Résultat 2 : Le pays est prêt pour la mise en œuvre de réformes structurelles et d'investissements REDD+, avec la prise en compte de sauvegardes	
Résultats escomptés (Produit 2.1) : Adoption d'une stratégie nationale REDD+ qui est préparée sur la base d'analyses de qualité et de consultations participatives	
Indicateurs :	- Livraison d'études analytiques intermédiaires importantes pour la stratégie nationale REDD+
Scénario de référence :	- Aucune étude analytique importante pour la stratégie nationale REDD+ n'est disponible.
Avancées par rapport à l'objectif retenu: Le processus de l'élaboration des outils stratégiques et techniques de la REDD+ en République du Congo a démarré avec divers travaux et études spécifiques qui fourniront la base de délibérations et de conception d'une première ébauche de Stratégie nationale REDD+ en début 2014.	
Objectif annuel retenu	- Première batterie de travaux analytique disponible.
Résultats escomptés (Produit 2.2): Un système d'encadrement & suivi des projets pilotes et d'expérimentations REDD+ est fonctionnel	
Indicateurs :	- Nombre de projets et initiatives REDD+ pilotes recevant un encadrement important de la CN-REDD
Scénario de référence :	- La CN-REDD a établi des contacts très préliminaires avec quelques porteurs de projets REDD+ sans être en mesure, à ce stade, de fournir un appui-conseil structuré et assurer une cohérence dans ce genre d'interventions pilotes REDD+.
Avancées par rapport à l'objectif retenu: Le Chef de la Cellule Action (qui sera chargé de ce résultat) a été recruté. Les Termes de Référence pour le recrutement des experts pour l'appui à la formulation des projets pilotes REDD+ sont en cours de conception. Un panel national a été mis en place pour formuler les projets pilotes en vue de requérir l'appui technique et financier des partenaires.	
Objectif annuel retenu	- Dialogue continu avec des porteurs de projets ainsi que avec la Banque mondiale pour un possible programme ER (réduction des émissions).
Résultats escomptés (Produit 2.3): Un cadre institutionnel et légal adéquat pour la mise en œuvre de REDD+ est en place	
Indicateurs :	- Etablissement d'un registre national des projets et initiatives REDD+.
Scénario de référence :	- Il n'y a pas de registre national de projets et initiatives REDD+ pilotes.
Avancées par rapport à l'objectif retenu: N/A.	
Objectif annuel retenu	- N/A.
Résultats escomptés (Produit 2.4): Les dimensions, risques et sauvegardes sociales & environnementales de la REDD+ sont bien analysés et définis de façon participative	
Indicateurs :	- Intégration au registre de procédures pour le respect des sauvegardes sociales et environnementales.
Scénario de référence :	- Les porteurs de projets REDD+ n'ont pas d'indications précises ou exigences au niveau national pour veiller au respect des sauvegardes sociales et environnementales.
Avancées par rapport à l'objectif retenu: N/A (besoin de progrès sur les travaux pour la Stratégie REDD+ avant de se plonger sur les sauvegardes).	

Objectif annuel retenu	- N/A.
Résultats escomptés (Produit 2.5): Le Congo a un niveau de référence préliminaire accepté par la communauté internationale	
Indicateurs :	- Construction participative d'un niveau de référence préliminaire.
Scénario de référence :	- Le Congo ne dispose pas de niveau de référence pour REDD+
Avancées par rapport à l'objectif retenu: Les protocoles techniques pour : (i) la détermination du niveau de référence, (ii) l'élaboration du scénario de référence et du Système MRV sont ébauchés. Le processus de consultation pour la mobilisation de l'expertise y relative est en cours ;	
Objectif annuel retenu	- Etant donné le faible taux de déforestation en République du Congo et le souhait de bénéficier d'un mécanisme financier REDD+, la position nationale telle que reflétée par la CN-REDD est de s'aligner sur un scénario de référence comprenant des projections de développement futures, selon les travaux de l'IIASA
Résultat 3 : Un système d'information et de suivi global de la REDD+ est fonctionnel	
Résultats escomptés (Produit 3.1) : Système S&MNV forestier et carbone conçu, avec des capacités pour le système S&MNV renforcées	
Indicateurs :	- Disponibilité d'outils de suivi de la REDD+ et de ses divers impacts ; - Initiation d'un inventaire forestier national - Nombres de personnes (y compris % de femmes) et d'institutions ayant reçu une formation et prêts à jouer un rôle dans le système de suivi des risques et bénéfices de la REDD+
Scénario de référence :	- Les outils pour le suivi de la REDD+ ne sont pas disponibles ; - L'inventaire forestier national reste à faire ; - Capacité nationale très faible et fragmentée pour un suivi des risques et bénéfices multiples de la REDD+ ;
Avancée par rapport à l'objectif retenu: - Mission d'évaluation des capacités MNV entreprise en avril 2013. Multiples partenaires rencontrés au CNIAF, y compris l'équipe MNV, CNREDD, AFD, EFI, MDDEFE/PAGEF, WRI-OSFAC, OFAC, le CIRAD, l'Université Marien Ngouabi, le PNUD, CIB-Olam, WCS, etc. ; - Connexion internet avec abonnement, et système de téléphones internes installés à la CNREDD ; - Environ 40% de la collecte des données de terrain de l'inventaire forestier national effectuées, et planification faite pour l'appui additionnel de la FAO sur la base de données et l'analyse de l'inventaire forestier national pour sa compatibilité en mesurage, notification et vérification (MNV) du carbone ; - Consultant national MRV recruté en mai 2013 pour appuyer, dans le cadre du régional MNV-COMIFAC de la FAO (UTF/CAC/001/CAC) l'élaboration de la feuille de route SNSF ; - Le Système d'information pour la gestion forestière et le développement durable (SIFODD) fut lancé par décret en mai 2013 au ministère de l'économie forestière ayant pour but de centraliser les bases de données d'information sur les forêts pour la création d'un système national de suivi des forêts (SNSF) ; - Formation INPE de 4 techniciens congolais y compris 2 femmes, entreprise en juin 2013 sur TerraAmazon. Ce qui va permettre à la Cellule MRV nationale de compter au 30 Juin 2013 huit (8) techniciens sur Terra Amazon dont cinq (5) femmes ; - Atelier de lancement du projet l'atelier de lancement du projet « Système de surveillance et de MNV nationaux avec une approche régionale dans le bassin du Congo » UTF/CAC/001/CAC tenu avec la participation d'une cinquantaine de personnes, y compris une présentation du Ministère de l'Environnement de la RDC démarrant un échange entre les deux pays à différents stades d'avancement	
Objectif annuel retenu	- Evaluation des capacités, renforcement initiale de capacités et planification (feuille de route) pour la construction du système S&MNV du Congo.

Résultats escomptés (Produit 3.2) : Accord entre les parties prenantes pour le suivi des bénéfices et risques de la REDD+ (notamment sur des aspects sociaux, environnementaux et de gouvernance) avec le renforcement respectif des capacités d'un tel suivi.	
Indicateurs :	- Nombres de personnes (y compris les femmes) et d'institutions ayant reçu une formation et prêts à jouer un rôle dans le système de suivi des risques et bénéfices de la REDD+
Scénario de référence :	- Capacité nationale très faible et fragmentée pour un suivi des risques et bénéfices multiples de la REDD+.
Avancées par rapport à l'objectif retenu: N/A	
Objectif annuel retenu	- Etablissement d'une unité SESA et sauvegardes REDD+ à la CN-REDD, et harmonisation de ces deux chantiers.

1.3 informations financières

Résultat du programme (Référence : Document du Programme national)	Org. part. ONU	Budget approuvé /Montant transféré (USD)	Dépenses cumulées au 30 juin 2013			
			Contributions B	Décaissements C	Dépenses totales (B+C)	% de versement (dépenses totales /Budget) D/A
Résultat 1	FAO	50 000	0	0	0	0%
	PNUD	801 000				
	PNUE	10 000				
Total partiel - Résultat 1						
Résultat 2	FAO	298 532	0	0	0	0%
	PNUD	743 568				
	PNUE	515 000				
Total partiel - Résultat 2						
Résultat 3	FAO	930,218	28,432	11,748	40,180	8.6%
	PNUD	150 000				
	PNUE	240 000				
Total partiel - Résultat 3						
Coût total du Programme par agence (tous résultats compris) :	FAO	1 278 750	28,432	11,748	40,180	6.3%
	PNUD	1 694 568				
	PNUE	765 000				
Total des coûts d'appui indirects (7 %)	FAO	89,512		1,990	1,990	
	PNUD	118 620				
	PNUE	53 550				
Total global (coût total du Programme + coûts d'appui indirects)		4 000 000	28,432	13,738	42,170	1%

2. Avancées du Programme national

2.1 Rapport descriptif sur les avancées, les écueils et les mesures d'atténuation

2.1.1 Veuillez fournir une évaluation succincte générale des progrès que le Programme national a accomplis, par rapport aux résultats et produits escomptés et en tenant compte des opportunités et défis en jeu. Veuillez étayer cet exposé d'exemples, le cas échéant (300 mots).

Le pays est en train de mettre en place ses structures de gestion de la REDD+, y compris des recrutements d'experts internationaux et nationaux qui aideront le pays à avancer l'ensemble de travail analytique et de consultations multipartenaires. La structure de concertation des organisations de la société civile et des peuples autochtones (CACO-REDD+) a fait d'avancées importantes dans sa structuration interne, avec l'appui de l'ONU-REDD. En plus, certains des états ont été discutés et désignés.

En plus, pendant la période de janvier à juillet 2013, la République du Congo a fait des progrès en matière d'inventaire forestier national et de système national de suivi des forêts (SNSF), pour lequel l'appui de la FAO n'avait pas encore été prévu en 2013. Ces progrès sont dus principalement à la création du Système d'information pour la gestion forestière et le développement durable (SIFODD) au ministère de l'économie forestière et à la collaboration avec le projet régional MNV-COMIFAC de la FAO (UTF/CAC/001/CAC « Système de surveillance et de MNV nationaux avec une approche régionale dans le bassin du Congo), grâce auquel la République du Congo commence l'élaboration de sa feuille de route de SNSF.

2.1.2 Veuillez fournir une évaluation succincte générale des mesures prises pour garantir la durabilité des résultats du Programme national au cours de la période examinée. Veuillez étayer cet exposé d'exemples, le cas échéant (200 mots).

- Le recrutement d'experts nationaux et internationaux qui s'incorporeront à la CN-REDD assurera une gestion permanente et de qualité de la mise en œuvre du programme national ONU-REDD du Congo.
- Le renforcement de capacités organisationnelles et techniques de la CACO-REDD+ (plateforme de la société civile et des peuples autochtones pour la REDD+), qui est en cours, s'avère cruciale pour soutenir l'intense travail de consultations, participation et délibérations multipartenaires requis pour la construction de la Stratégie REDD+ (ce qu'est prévu lors de 2014).
- Le consultant national MRV travaille directement avec la CN-REDD, assurant une coopération étroite avec la contrepartie nationale
- La formation à l'INPE sera suivie d'un atelier national de restitution de cette formation (planifié pour la première semaine d'octobre 2013), pour élargir la portée de ces acquis
- Le processus est largement participatif ; des représentants de différents ministères (mines, pêches, environnement et tourisme,), ainsi que la présidence de la république, les universitaires, la société civile, le secteur privé et les ONG seront invités à cet atelier, et identifiés dans les groupes de travail restreints, pour améliorer la dimension intersectorielle de la préparation à la REDD+ et aborder les questions de juxtaposition d'usages
- Le travail technique vise à renforcer les capacités qui existent déjà au niveau national, ceci concerne, en particulier, l'appui à la finalisation de l'inventaire forestier national, selon la méthodologie existante pour laquelle les équipes avaient été préalablement formées, et l'identification des fonctionnaires du centre national d'inventaire et d'aménagement forestier (CNI AF) pour cibler la formation en fonction du rôle et de l'ancienneté de ceux-ci.
- Missions conjointes avec contrepartie nationale, ex : mission à Kinshasa planifiée pour les 25-27 septembre, avec expert ONU-REDD de la FAO et coordonnatrice du SIFODD.
- Décentralisation de la REDD.

3. Perspectives de l'interlocuteur gouvernemental

La phase de mise en œuvre effective du R-PP a démarré en Janvier 2013, après avoir consolidé les 8 millions de dollars US du FCPF (3,4 millions dollars US), de l'ONU-REDD (4 millions dollars US) et du Gouvernement (0,6 million dollars US). Pour accélérer ce démarrage un peu tardif, du fait de l'insuffisance des fonds de mise en œuvre de la phase de préparation du Congo à la REDD+, le Gouvernement a tout mis en œuvre pour améliorer les conditions de travail de la Coordination Nationale REDD avec l'aménagement des nouveaux bureaux et la dotation de ceux-ci en mobiliers et matériels informatiques et techniques, sur la base d'une enveloppe spéciale d'environ 160.000 dollars (80 millions francs CFA). Ce geste est la manifestation évidente du Gouvernement qui considère la REDD+ comme un outil de développement durable et un pilier de l'économie verte. L'état d'avancement du processus REDD+ de Janvier à Juin 2013 est rassurant et les outils stratégiques et techniques attendus, s'arriment bien avec les grandes ambitions du pays. Il reste cependant à tout mettre en œuvre pour faire aboutir les financements des projets pilotes et identifier au mieux les grands programmes d'investissement, pour permettre à la République du Congo, de réduire le taux de pauvreté national à travers les activités alternatives à la déforestation et à la dégradation non planifiées ou illégales et toutes les autres activités liées à l'économie verte.

Coordination Nationale REDD+
République du Congo

4. Perspectives des autres parties prenantes (non gouvernementales)

Lors du période janvier-juin 2013, la plateforme des organisations de la société civile et des peuples autochtones sur la REDD+ (CACO-REDD+) a eu une série de délibérations et a préparé un atelier stratégique de concertation et planification, qui a eu lieu en septembre. Les recommandations adoptés lors de leur Communiqué Finale sont attaché ci-dessous et représentent le fruit de leurs efforts lors du période mentionné.

A l'issue des plénières, les participants ont formulées les recommandations suivantes :

- 1- Mettre en place un dispositif d'information fiable (création d'une cellule de communication);
- 2- Renforcer la collaboration entre CACO-REDD et la Coordination Nationale REDD;
- 3- Créer un chapitre dans la charte portant sur la collaboration avec la Coordination Nationale et d'autres partenaires;
- 4- Former les membres de CACO- REDD à la maîtrise des documents et autres textes juridiques de la plateforme;
- 5- Mettre en place une commission de contrôle et d'évaluation au sein du comité de pilotage de CACO-REDD ;
- 6- Interdire l'envoi des messages aux bailleurs et autres partenaires de CACO REDD par des individus non mandatés ; cet acte doit être considéré comme une faute grave ;
- 7- Inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée plénière la question du statut juridique de CACO-REDD ;
- 8- Elaborer un manuel de procédure financière et administrative ;
- 9- Organiser l'Assemblée plénière annuelle de CACO REDD en octobre 2013 ;
- 10- Mettre en place les groupes de travail suivants :
 - MRV et scénario de référence ;
 - Sauvegarde ;
 - Information Education et Communication (IEC) ;
 - Secrétariat et logistique ;
 - Juridique ;
 - Projets ;
 - Autres usages des forêts.

Fait à Brazzaville, le 06 Septembre 2013

